

# La « Chine puissance » en Asie orientale : Hong Kong, Taïwan, Japon

lundi 20 octobre 2014, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 20 octobre 2014).

## Sommaire

- [Hong Kong : le « Mouvement des](#)
- [Taïwan : le « Mouvement \(...\)](#)
- [Chine-Japon : nouvelles \(...\)](#)

Les tensions inter-puissances ne déclinent pas en Asie orientale, bien au contraire. Les États-Unis renforcent leur présence militaire à Okinawa au Japon et dans leur ancienne colonie des Philippines. Les autorités japonaises « réinterprètent » la clause pacifiste de leur Constitution pour déployer plus librement leurs forces armées. Pékin affirme sa souveraineté sur toute la mer de Chine du Sud, engageant un bras de fer avec le Vietnam et d'autres pays riverains. La VII<sup>e</sup> Flotte US vient « observer » les manœuvres de son homologue chinoise (dotée d'un porte-avion) qui « riposte » en envoyant des navires de guerre couper la route des destroyers américains. La spirale sans fin des provocations et contre-provocations se poursuit au large de l'archipel nippon.

La montée en puissance de la Chine bouleverse les équilibres géostratégiques régionaux, mais elle provoque aussi une crise politique à Hong Kong et à Taïwan - crise qui met en lumière les liens noués entre d'un côté la bourgeoisie née ces trois dernières décennies au sein même de la République populaire et de l'autre les bourgeoisies hongkongaises ou taïwanaises plus traditionnelles - ainsi que la profondeur des résistances démocratiques que cette nouvelle entente provoque.

C'est à cette question que le dossier de cette semaine est avant tout consacré. La Chine est aujourd'hui capitaliste, mais reste dirigée par un parti nominalement « communiste ». La Constitution chinoise a été radicalement modifiée pour légaliser la propriété bourgeoise, mais la République reste nominalement « populaire ». Cette apparente continuité institutionnelle laisse croire que s'oppose aujourd'hui un autoritarisme « communiste » aux libertés « capitalistes », alors que nous sommes face à un nouveau modèle de capitalisme étatique autoritaire dont l'Asie a connu bien des formes.

## **Hong Kong : le « Mouvement des parapluies »**

Les centaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées en juin-juillet dernier exigeaient que la prochaine élection du chef de l'exécutif se fasse au suffrage universel... Ce à quoi Pékin a rétorqué que tout le monde serait effectivement libre de choisir... entre deux ou trois candidats sélectionnés sous son contrôle par un comité de 1200 membres. Une provocation qui a déclenché voilà trois semaines le grand mouvement d'occupation à Hong Kong [[1](#)].

Le comité de nomination des candidats à l'élection du chef de l'exécutif n'est pas une simple chambre d'enregistrement des décisions du Parti communiste chinois (PCC) qui n'a pas d'existence

officielle à Hong Kong, mais dont la présence est très réelle : il offre un cadre de négociation entre représentants officiels de Pékin et hommes d'affaires du territoire, sous la tutelle du régime (rappelons que Hong Kong est aujourd'hui une région administrative spéciale de la République populaire). De même, le Conseil législatif comprend 60 membres dont une moitié est élue par circonscriptions et l'autre *via* des collèges socioprofessionnels où seule une minorité a le droit de vote afin de sur-représenter les élites. Le suffrage universel n'existe en fait que pour les municipales.

**Décolonisation, libertés et démocratie.** L'épreuve de force s'est nouée sur la question de l'élection en 2017 du chef de l'exécutif, mais l'enjeu est beaucoup plus général. Le processus de décolonisation de Hong Kong, initié en 1984 et achevé en 1997 par sa rétrocession à la Chine, a permis, pour la première fois, l'instauration d'institutions semi-démocratiques. Sous le régime « un pays, deux systèmes », ce processus devait se poursuivre. Il apparaît maintenant qu'il risque au contraire de s'inverser et que demain, non seulement le jeu électoral serait encore plus contraint, mais les libertés civiles réduites (droit d'association, etc.). C'est précisément ce point que la Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU) a souligné, en apportant son soutien au mouvement d'occupation initié par les étudiants : de quel espace social bénéficiera un syndicalisme indépendant si la démocratie politique régresse ? Comment pourra-t-il défendre les droits du travail alors qu'aujourd'hui déjà, ce combat se heurte à des institutions dominées par les spéculateurs et les grands patrons ?

Au sortir du statut colonial, Hong Kong avait la réputation d'un territoire où seul l'économique comptait. Une génération plus tard, il apparaît que même ici, le politique importe ! Les jeunes notamment ne veulent pas être dessaisis de libertés récemment gagnées, surtout à l'heure où les inégalités s'accroissent et où l'ascenseur social est en panne. La précarité augmente. Les prix de l'immobilier flambent ; l'urbanisme inscrit dans l'espace l'ampleur du fossé entre riches et pauvres dans une des villes les plus chères du monde. Le diplôme ne garantit plus un emploi décent. Dans ces conditions, le flux quotidien des transfrontaliers venus du continent provoque de dangereuses réactions xénophobes (la droite locale traite de « sauterelles » les continentaux). La condition faite aux migrantes venues d'Asie pour des emplois domestiques est souvent scandaleuse.

**Intransigeance du « bloc réactionnaire ».** Le Mouvement des parapluies (utilisés pour se protéger des jets de produits au poivre) s'est étendu à des quartiers très populaires, comme Mong Kok, suscitant de nombreux échanges informels entre étudiant.e.s, salariéEs, « petit peuple » [2]... Le pouvoir est très conscient des risques d'élargissement social de la protestation. Il fait tout pour provoquer en son sein des divisions, pour instiller aussi la peur. Le PCC a fait donner la mafia pour provoquer des incidents avec les manifestant.e.s, pendant que les possédants font campagne contre le danger du chaos, dramatisant les conséquences économiques de l'instabilité politique. Dans la nuit de dimanche à lundi, la police a une nouvelle fois attaqué dans le quartier de Mong Kok, les jeunes manifestant.e.s (« armés » de parapluies) à coups de matraques, de bâtons à décharges électriques et de spray au poivre.

Le mouvement se poursuit, mais dans des conditions très difficiles face à l'intransigeance d'un véritable « bloc réactionnaire » entre la « bourgeoisie bureaucratique » du continent et la « bourgeoisie de connivence » du territoire (le « *crony capitalism* » ou « capitalisme des copains ») où se mêlent spéculateurs immobiliers, mafieux, représentants des multinationales, fonctionnaires prévaricateurs...

## **– Taïwan : le « Mouvement tournesol »**

En mars-avril dernier, l'Assemblée législative de Taïwan a été occupée pendant 22 jours (!) par des étudiant.e.s dénonçant l'adoption sans véritable débat d'un accord de libre-échange (portant sur les services) entre l'île et... la Chine continentale. Ce « Mouvement tournesol » de désobéissance civile a reçu un important écho populaire, à l'instar du « Mouvement des parapluies » hongkongais. Les étudiant.e.s se sont politisés rapidement et des centaines de milliers de personnes ont participé sous une forme ou une autre à la lutte.

Dix-sept syndicats ont dénoncé l'accord de libre-échange parce qu'il favorisait le grand capital, l'exploitation du travail et des petites entreprises : « *Ces dernières années, le mouvement ouvrier de Taïwan a aussi connu des mouvements de protestation contre l'OMC, [l'accord sur] le porc et le bœuf américain, la zone de libre-échange et d'autres facettes de la libéralisation... L'accord sur les services donne au capital chinois un avantage compétitif pour pénétrer à Taïwan et ouvrir des commerces [débouchant sur une vague de concurrence aiguë] pour laquelle le Travail sera une nouvelle fois sacrifié* » [3].

Trois choses méritent ici d'être soulignées. Les syndicats dénoncent l'ingérence du *capital* chinois (venu du continent) et non pas du « communisme » : ils situent ce combat particulier dans le cadre plus général de la résistance aux politiques néolibérales. Washington, qui défend son propre projet de Partenariat Trans-Pacifique, ne s'y est pas trompé : les États-Unis ont rapidement réagi au mouvement en enjoignant les Taïwanais à ne pas rejeter par principe les accords de libre-échange.

De même, le Front rural de Taïwan (TRF) et le Syndicat des paysans de Taïwan, membre de la Via Campesina en Asie de l'Est et du Sud-Est, ont lancé le 25 mars dernier un appel à la solidarité internationale contre l'adoption de l'accord de libre-échange sino-taïwanais et la répression policière.

**Développement d'un cartel d'intérêt.** La mise en parallèle des événements de Hong Kong et Taïwan est particulièrement instructive. Les deux territoires ont été des bastions anticommunistes où la bourgeoisie chinoise s'est réfugiée après avoir été défaite par la révolution maoïste. Le premier est resté une colonie britannique jusqu'en 1997, le second avait été une colonie japonaise de 1895 à 1945, avant d'être littéralement occupé en 1949 par les armées en déroute du Kuomintang, qui y a instauré un régime dictatorial de parti unique.

Comme à Hong Kong, les réformes démocratiques (partielles) sont récentes, remontant ici à 1996, et ont été mises en œuvre « par le haut » et non pas conquises « par le bas », dans la lutte. Ces réformes sont donc fragiles, car les possédants peuvent décider plus facilement de revenir dessus – mais il est maintenant clair que dans les deux cas, cela ne se ferait pas sans résistances sociales d'importances.

Pendant plusieurs décennies, les régimes de Taipei et Pékin ont été en situation de guerre latente, tous deux prétendant représenter la Chine entière. Mais dernièrement, les accords économiques sino-taïwanais se sont multipliés, au point qu'une « ploutocratie trans-détroit » se constitue entre la « bourgeoisie bureaucratique » du continent et des secteurs importants des élites bourgeoises de l'île, si bien qu'une partie croissante de la population s'inquiète de l'influence du « facteur Chine », y compris dans le domaine politique et institutionnel. Le poids de ce cartel d'intérêt sino-taïwanais devient si important qu'il risque d'imposer dans les faits sa loi.

**Intérieur-extérieur, neuf-vieux : le capitalisme chinois...** Le « Mouvement tournesol » est politiquement hétérogène. La droite et la gauche taïwanaises sont divisées entre tenants du *statu quo* (négociant avec Pékin en restant adossé aux États-Unis), pragmatiques, « unificationnistes »

(prônant la réunification de la Chine) et « indépendantistes ». Il est à craindre que les « unificationnistes » de gauche se contentent de reprendre le discours officiel du PCC, comme si le régime du continent restait « socialiste » et offrait au monde un modèle de développement. Quant aux « indépendantistes » de gauche, ils portent souvent un regard bien peu critique sur la « démocratie libérale inachevée » en vigueur dans l'île. Les tenants d'une gauche radicale, porteuse d'un projet à la fois anticapitaliste et antibureaucratique, de démocratie socialiste, existent, mais restent très minoritaires.

Quoi qu'il en soit, ce « Mouvement tournesol » a mis en lumière l'ampleur du rapprochement entre la « bourgeoisie bureaucratique » du continent et un secteur significatif des élites bourgeoises taïwanaises qui restaient il y a peu viscéralement hostiles au PCC. Au-delà de Hong Kong et de Taïwan, c'est tout le capital chinois transnational (Singapour en particulier, l'Asie du Sud-Est en général, l'Amérique du Nord...) qui est concerné par ces développements. Le succès spectaculaire de la « bourgeoisification » de la bureaucratie chinoise sur le continent tient pour une part notable à la capacité qu'elle a eu de s'associer une part significative du capital chinois transnational. L'avenir de son entreprise impériale tient lui aussi pour une part importante au maintien, à l'approfondissement de ces liens : un conflit d'intérêts majeur entre le nouveau capital chinois « de l'intérieur » et l'ancien capital chinois « de l'extérieur » pourrait porter un coup d'arrêt à la montée en puissance de la Chine.

### **Chine-Japon : nouvelles perspectives**

Pékin « offre » aux pays d'Asie du Sud-Est, une *pax sinica* en tentant de se subordonner leurs élites, en accentuant leur dépendance économique vis-à-vis du marché intérieur chinois, en y investissant massivement, en usant de sa capacité militaire et de sa position de superpuissance navale dans la région. Cela ne va pas de soi dans une zone longtemps dominée par les États-Unis, mais le nouvel impérialisme chinois « en constitution » a marqué de nombreux points durant la dernière décennie [4]. Il est à l'initiative et Washington à la traîne.

Les choses se présentent de façon différente en Asie du Nord-Est. Non seulement les États-Unis possèdent dans cette région leurs principales bases militaires (Corée du Sud, Okinawa...), mais le Japon est une puissance établie, même si - du fait de sa défaite en 1945 et du pacifisme d'une population victime par deux fois de l'holocauste nucléaire US (Hiroshima et Nagasaki) - il a vécu sous le parapluie militaire étatsunien. Ceci dit, son armée (dite « forces d'autodéfense ») est loin d'être négligeable !

**Tensions et escalade entre puissances capitalistes.** Autant Pékin était arrogante à l'encontre des pays d'Asie du Sud-Est, autant elle restait prudente envers le Japon. C'est en fait ce dernier qui a ouvert en 2012 le cycle des provocations, « nationalisant » ostensiblement l'archipel des Senkaku (nom japonais) / Diaoyu (nom chinois), sous contrôle nippon depuis 1895 mais qui « appartenait » à un riche propriétaire privé. Cette « nationalisation » est intervenue alors que Tokyo tente de mobiliser l'opinion nationaliste et militariste, laissant même fuiter qu'un jour le Japon devra se doter de l'arme nucléaire et devra s'émanciper de la « protection » US.

Avec l'armement nucléaire et les tirs de missiles nord-coréens, les Senkaku sont devenues le « point de fixation » qui permet le redéploiement militaire nippon. En 2013, le nouveau Premier ministre Shinzo Abe a annoncé la constitution d'une force spéciale de 600 hommes et 12 navires pour surveiller l'archipel, avec dix nouveaux bâtiments de 1 000 tonnes en plus des deux porte-hélicoptères existants. Cette unité, qui devrait être totalement opérationnelle en 2016, sera basée sur l'île d'Ishigaki, à 175 km des Senkaku. Shinzo Abe a aussi décidé de la construction du *Izumo*, le

plus grand destroyer de la flotte japonaise.

En d'autres temps, Pékin aurait essentiellement répondu à la nationalisation des Senkaku/Diaoyu sur le plan politique et diplomatique, profitant notamment de ce que le réarmement nippon inquiète tous les pays de la région qui gardent de forts mauvais souvenirs de l'occupation japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, elle répond sur le terrain même de l'escalade, y compris militaire. Tout au long des années 2013-2014, les incidents se sont succédés, avec en particulier en novembre dernier la définition d'une zone d'identification aérienne en mer de Chine couvrant les îles Senkaku, entraînant de vives protestations diplomatiques de Tokyo, Séoul et Washington.

Le PCC utilise lui aussi les Diaoyu pour chauffer l'opinion nationaliste en Chine, donner une légitimité à son pouvoir confronté à la « menace étrangère », détourner l'attention de la répression intérieure. Jamais la Chine, affirme aujourd'hui le gouvernement, n'a « *cédé un pouce de son territoire national sacré* », ce qui est une plate contre-vérité historique, car la direction maoïste a bel et bien accepté de telles concessions pour faciliter des accords frontaliers, notamment avec la Corée du Nord.

**La mer, enjeu stratégique.** Les enjeux stratégiques de ces conflits maritimes sont considérables. Il ne s'agit pas seulement de l'exploitation des richesses marines, mais aussi pour la Chine de l'accès à l'océan Pacifique, et pour les puissances nippo-occidentales de l'utilisation libre de la mer de Chine : c'est l'une des zones de transit naval les plus importantes au monde ! Avec en sus la situation dans la péninsule coréenne, l'Asie du Nord-Est est l'une des principales zones de tension directe entre puissances, si ce n'est la principale.

A la différence de l'époque antérieure, il s'agit bien aujourd'hui de conflits entre puissances *capitalistes*, anciennes et nouvelles. Au Loongyu, militant chinois de longue date à Hong Kong, explique fort bien les implications politiques de ce changement d'époque.

Dans les années 1970, à l'âge de 14 ans, Au Loogyu est entré en politique pour défendre, au nom du nationalisme, la souveraineté chinoise sur les Diaoyu/Senkaku. Devenu trotskiste, il a continué à défendre la souveraineté chinoise, mais cette fois pour des raisons internationalistes : affaiblir l'alliance nippo-américaine et rompre l'isolement de la Chine populaire menacée par l'impérialisme *du fait de sa dynamique anticapitaliste*.

Rien de tel aujourd'hui, juge-t-il : nous avons à faire à des conflits assez classiques entre puissances *capitalistes*. En conséquence, les militants progressistes de Hong Kong, de Chine continentale, de Taïwan [5] et du Japon doivent unir leurs forces pour s'opposer aux logiques guerrières de souveraineté sur un archipel inhabité. Que les Sengkaku/Diaoyu soient rendues aux poissons et aux petits pêcheurs de la région, que l'espace maritime redevienne un « commun » qui puisse être géré conjointement au bénéfice des peuples de la région et de l'écologie [6].

**Le combat internationaliste continue.** L'argument ne vaut évidemment pas que pour les Senkaku/Diaoyu. Tous les conflits de souveraineté maritimes en mer de Chine (une appellation internationale réfutée par la plupart des pays riverains) concernent des petits archipels, des îlots, des rochers, voire des récifs inhabités. Pas d'autodétermination possible ! Invoquer l'histoire antique pour justifier les prétentions souveraines d'aujourd'hui n'a aucun sens. Chaque centimètre carré de la mer de Chine est devenu l'objet d'ambitions antagoniques entre deux, trois, voire quatre pays.

L'internationalisme aujourd'hui ne peut que rejeter cette logique infernale qui nourrit nationalismes agressifs et militarismes : il faut refuser de se ranger dans le « camp » de l'une des puissances en compétition, que ce soit les États-Unis, le Japon, la Chine...

L'internationalisme, c'est apporter son soutien aux mouvements antimilitaristes, tel celui mené depuis de nombreuses années à Okinawa contre les bases US, ainsi que défendre une entente entre les peuples de la région, indépendante des alliances entre États sous l'hégémonie d'une puissance. C'est encore soutenir tous les efforts engagés dans le « monde chinois » pour que des liens solidaires et populaires se renforcent entre Hong Kong, Taïwan et Chine continentale.

Pékin fait tout censurer l'information concernant le « Mouvement des parapluies ». Cependant des centaines de milliers de continentaux passent par Hong Kong. Une page Facebook est même apparue en Chine pour soutenir le combat mené à Hong Kong [7]. Il nous est évidemment impossible de mesurer l'impact des événements de ce petit territoire dans un pays-continent. Mais impact il y a.

**Pierre Rousset**

---

**P.-S.**

\* Dossier écrit pour l'Hebdo l'Anticapitaliste daté du 23 octobre 2014. <http://www.npa2009.org>

---

**Notes**

[1] Voir sur ESSF (article 33210), [Hongkong : les enjeux de la Révolution des Parapluies](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33210) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33210>

[2] Voir sur ESSF (article 33235), [Hong Kong Update : the future of the protest movement discussed in Mong Kok \(a report\)](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33235) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33235>

[3] Voir sur ESSF (article 31621), [The Significance of Taiwan's Anti-Service Trade Agreement Movement](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31621) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31621> D'autres syndicats, minoritaires et liés pour part au KMT, ont soutenu l'accord.

[4] Voir sur ESSF (article 32424), [Ambitions chinoises - Un impérialisme en constitution](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32424) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32424>

[5] Taïwan revendique aussi la souveraineté sur l'archipel des Senkaku/Diaoyu

[6] Voir en anglais sur ESSF (article 32959), [The Chinese CP, Japan and the South China Sea : Past & Present](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32959) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32959>

Ce texte va paraître très prochainement en français dans les Cahiers de l'émancipation (revue Contretemps) avec, notamment, un texte de Poe Yu-ze Wan sur Taïwan et un autre de Holly Hou Lixian sur le mouvement LGBT en Chine continentale.

[7] Voir sur ESSF (article 33236), [China : Mainlanders founded facebook page to support HK movement](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33236) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33236>